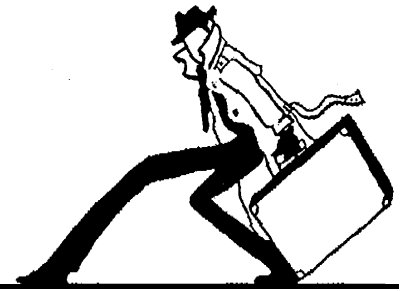


BILLETS D'AFRIQUE et d'ailleurs...

Informations et avis de recherche sur les avatars des relations franco-africaines



Anciens numéros disponibles sur <http://www.survie-france.org>

EDITO

Pétrole, guerre, oppression, pauvreté

L'affaire ELF, qui restera dans l'histoire africaine comme une sorte de *Watergate* avorté, était en fait le symptôme de la maladie qui atteint le cœur de l'Afrique. Partout où il y a une odeur de pétrole, il y a inmanquablement une guerre, guerre sanglante ou guerre larvée de la misère. Du Soudan, au Tchad, au Congo, à l'Angola, en passant par l'Algérie et le Nigeria, les conflits, derrière le masque de l'ethnisme ou de la religion, n'ont pour enjeu que le contrôle des sites pétroliers. Lorsque, comme au Gabon ou en Guinée Équatoriale, le pays n'a que peu d'habitants, ils sont maintenus dans la misère. Comment la démocratie peut-elle s'instaurer, quand le dialogue essentiel n'est pas celui des gouvernants et des gouvernés, mais celui des gouvernants avec les seigneurs du pétrole, faiseurs de rois et véritables maîtres du jeu politique ?

Ce que nous voyons en Afrique ce sont des peuples dépossédés de leur territoire, fuyant devant la violence. Au Darfour, comme dans le Sud Soudan, des millions de gens sont réduits à l'errance. Il suffit d'un massacre terroriste pour jeter sur les routes des populations apeurées et sans défense. Ce que nous voyons ce sont des régions entières désolées par les ravages de l'exploitation pétrolière, dans le delta du Niger, sur le trajet de l'oléoduc Tchad-Cameroun. La ruée vers l'or noir va s'intensifier avec les besoins croissants de l'économie mondiale et l'irruption de la demande exponentielle de la Chine. La Mauritanie, la Côte d'Ivoire, Sao-Tomé et d'autres sites sont sur la liste, promettant de nouvelles populations victimes à l'engloutissement de l'ogre pétrolier.

Mais, si nous suivons le cycle du pétrole, les dégâts ne s'arrêtent pas là. Les États consommateurs tirent, par le biais des taxes, d'énormes revenus du pétrole. Cela leur permet de subventionner les produits de l'industrie moderne et d'une agriculture intensive, lourdement mécanisée, c'est-à-dire grosse consommatrice. La machine se nourrit donc elle-même. Ses produits frelatés se retrouveront déversés sur les pays pauvres, qui consommeront ainsi les retombées de leurs propres ressources revenues, sous forme de quasi déchets, pour anéantir les productions vivrières et artisanales locales. On note en effet, ces dernières décennies, une réduction de la production dans les pays pauvres, du fait de leur faible mécanisation, qui les rend non concurrentielles.

Dette abusive, exploitation abusive, concurrence abusive, la pauvreté est le résultat d'un rapport de force politique, entretenu et sauvegardé par les dictatures antinationales qui verrouillent les pays africains pour permettre impunément le pillage de leurs ressources, le pétrole n'en étant que la plus voyante. La boucle de l'étranglement est parfaite. Constatant cette « malédiction » des ressources naturelles, les bons apôtres parlent d'aider les pays pauvres à gérer leurs ressources. On met en place des organismes censés contrôler leur utilisation. Cette mise sous tutelle qui ne dit pas son nom, animée, en paroles, des meilleures intentions, n'est que le moyen de s'assurer le libre accès aux ressources.

Qui mieux que les habitants d'un pays sait ce qui est bon pour lui ? En tout cas le droit de choisir est inaliénable. On n'a pas trouvé mieux que le suffrage universel pour qu'un peuple décide lui-même pour lui-même. Tout ce qui prétend esquiver ce principe n'est que mystification. Tout ce qui fait obstacle à ce principe, ou le dénature par le faux-semblant, est cause de désastre. Le seul problème consiste donc dans la mise en œuvre et le respect du suffrage universel. Cela ne devrait pas être insurmontable. Puisque les grandes puissances et les institutions internationales sont tellement bienveillantes qu'elles veulent gérer les pays pauvres à leur place, qu'elles organisent donc, ou surveillent réellement, le recensement des populations, la tenue d'élections honnêtes et le dépouillement rigoureux des votes.

Jusqu'à présent le bilan est calamiteux. Depuis la pseudo démocratisation des années 1990 on a vu se perpétuer par la fraude des régimes détestables et détestés, ceux des Biya, Bongo, Déby, Sassou, et autres Compaoré ou Eyadéma. Le passage à l'Eyadéma bis est venu porter à son comble l'écœurement des Africains. Déjà se préparent d'autres forfaitures. Au Gabon, au Burkina, les résultats sont connus d'avance. Le grand Congo n'arrive pas à se remettre de l'ère ruineuse de Mobutu. Tout le monde s'y dispute les mines mais personne ne se bouscule pour assurer un processus électoral sans faille. Et à l'heure où nous bouclons, le colonel-président Azali suscite les pires inquiétudes aux Comores.

Dans un monde gouverné par le pétrole, quelle place y a-t-il pour les hommes ? Une image joyeuse cependant, celle d'un jeune Camerounais porté en triomphe après avoir échappé à l'expulsion grâce à la protestation de ses camarades de lycée. Le bois et le pétrole quittent le Cameroun, l'argent n'y rentre pas, pourquoi les Camerounais n'en feraient-ils pas autant ?

Odile Tobner

Sommaire :

<i>Salves</i>	p. 1
<i>Ils ont dit</i>	p. 8
<i>A fleur de presse</i>	p. 9
<i>Lire</i>	p. 10

SALVES

Togo : un rapport que l'on n'attendait plus

Dernière minute : Le mois dernier, nous avons signalé que la publication du rapport de la mission d'enquête du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) « *sur la situation au Togo entre le 5 février et le 5 mai (2005), en relation avec le scrutin présidentiel du 24 avril* » prenait un retard « inquiétant ». Des informations selon lesquelles il fallait attribuer ce



retard à un débat difficile, au sein de l'ONU, sur ce qu'il convenait de publier ou de taire, semblaient se confirmer. Ce document, susceptible de confirmer, **au nom de la communauté internationale**, d'autres rapports précédemment rendus publics (ou ayant fui leur lieu de détention...) sur la situation au Togo entre février et mai 2005, revêt une importance considérable. Outre qu'il appartient en toute propriété aux citoyens du monde, il a en charge de faire œuvre de vérité et de faire obstacle à ce que l'avenir des Togolais ne se fonde sur l'impunité. Or, au moment même d'achever ce numéro de *Billets*, le rapport du Haut commissariat est rendu public. Nos lecteurs comprendront que nous ne pouvons en faire l'analyse dans les minutes qui nous séparent de l'achèvement de notre publication. Nous attirons cependant leur attention sur quelques citations rapportées par l'Agence France presse :

- La "mission d'établissement des faits" a indiqué avoir mis au jour "le caractère massif et la gravité des actes de violation des droits de l'Homme attestés par le nombre élevé des victimes (entre 400 et 500 morts et des milliers de blessés)". La mission en attribue "**la responsabilité principale**" au pouvoir en place. Le rapport note "l'ampleur des disparitions, l'utilisation à grande échelle de la torture et des traitements inhumains et dégradants, les destructions systématiques et organisées des biens et propriétés".

- La mission conduite par Doudou Diène, rapporteur spécial de l'ONU, souligne "la responsabilité principale de la violence politique et des violations des droits de l'Homme de l'ensemble de l'appareil répressif et sécuritaire de l'État (police, gendarmerie, forces armées tous corps confondus)". Ces organes ont agi "en coordination avec des partisans organisés du pouvoir politique" souligne le rapport, qui dénonce "le principe de l'impunité" érigé par le pouvoir. "La mission a reçu des informations concordantes permettant de confirmer l'existence d'une réelle stratégie de répression". Ainsi, "**2 500 soldats habillés en civil et armés de coupes-coupes, machettes et gourdins cloutés**" auraient prêté main forte aux militants du parti au pouvoir pour réprimer les manifestations de l'opposition.

- Le rapport déplore "la culture de violence, fondement de la pérennité du pouvoir du président Gnassingbé Eyadéma".

- Le rapport souligne que "les déclarations d'amitié du président français (Jacques Chirac au défunt président togolais) et l'appui de la France au processus électoral ont été politiquement interprétés comme la confirmation du soutien de la France au pouvoir togolais".

Ajoutons que, depuis plusieurs mois, la Ligue togolaise des droits de l'Homme (LTDH) tente d'obtenir des autorités togolaises qu'elles se saisissent de cas d'arrestations arbitraires, de torture, de personnes que la LTDH considère comme des détenus politiques, victimes de graves violations de leurs droits sous prétexte d'atteinte à la sûreté de l'État. La LTDH poursuit sa mission dans des conditions périlleuses, avec courage, et des moyens quasi inexistantes. [Sharon Courtoux]

Tchad : silence de la France et de l'Union Européenne

Les lecteurs de *Billets* auront pris connaissance de la Lettre ouverte adressée au ministre français des Affaires étrangères, au commissaire européen au Développement et au président de la Banque Mondiale [BM, concernée au titre de l'oléoduc évoqué salve suivante], le 28 juillet dernier, au sujet de la dégradation de la situation au Tchad, de l'arrestation suivie de l'emprisonnement de plusieurs journalistes indépendants, ainsi que du discours du 14 juillet de l'ambassadeur de France au Tchad, véritable feu vert pour les agressions contre la liberté de la presse du président tchadien Idriss Déby [Billets n° 139].

À ce jour, ce courrier n'a reçu qu'une seule réponse, celle, en date du 16 août, de la BM [consulter sur www.survie-france.org]. La Banque, que nous aimerions voir agir avec plus de fermeté sur les questions que nous estimons prioritaires, nous a pourtant répondu sans tarder. Six semaines plus tard, le ministre français et le commissaire européen semblent ignorer cette lettre signée, rappelons-le, par une quarantaine d'ONG africaines, américaines et européennes.

Les organisations de défense des droits de l'Homme jointes à N'djaména nous confirment que Reporteurs sans frontières (RSF), qui s'est rendu au Tchad, a été reçu par le Président Déby, qui aurait tenu des propos rassurants au sujet des journalistes incarcérés : la plupart de ces derniers seraient libérés à la suite d'une audience du tribunal programmée pour le 26 septembre. Cette audience, annoncée initialement pour le 22/07, a été reportée en raison d'une grève des greffiers. Les magistrats, informés de ces "développements", seraient fort agacés de constater que "le président a déjà délibéré."

Selon d'autres sources crédibles, une amicale pression étrangère, française en l'occurrence, aurait été exercée sur Idriss Déby pour qu'il évacue ce « problème » du paysage afin de mieux l'occuper. En gros : « Monsieur le Président, museler la presse indépendante est autorisé, mais il faut s'y prendre discrètement afin

que l'exercice ne soit pas placé sous le feu de la rampe. Libérez donc ces journalistes et nous pourrions répondre aux obsédés de la démocratie (pour laquelle vous n'êtes pas encore mûr) que vous êtes un brave homme. » Comme nous le fait remarquer un démocrate tchadien, c'est cousu de fil blanc. Ajoutant que la libération, le 26 septembre, des journalistes incarcérés, si elle est confirmée, ne garantira pas leur future tranquillité.

Quant à l'Union Européenne, il ne semble pas qu'elle ait un avis à exprimer qui ne colle étroitement au leadership hexagonal en la matière.

Dernière minute : Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les 4 journalistes incarcérés ont été remis en liberté par la cour d'appel de N'Djaména. Le président de la cour a cependant averti l'un d'entre eux, Garondé Djarma, qu'il restait considéré comme coupable en dépit de la relaxe. Curieuse justice... Nous en saurons plus dans les temps qui viennent. Une autre information, arrivée ce jour, reste à confirmer : elle concerne l'arrestation du directeur d'une radio privée tchadienne, journaliste d'origine iranienne résidant au Tchad depuis plusieurs décennies, qui serait menacé d'expulsion. [SC]

Oléoduc Tchad-Cameroun

En mai 2005, l'ONG camerounaise d'environnement et de développement durable Focarfe a publié un rapport alarmant sur les nuisances de l'oléoduc Doba-Kribi. Le projet pétrolier et d'oléoduc Tchad-Cameroun élaboré et mis en œuvre depuis 2000, avec le soutien de la Banque mondiale, par le Consortium Exxon-Petronas-Chevron, comporte l'exploitation au Tchad de 300 puits, dans 3 champs pétrolifères, et le transport du pétrole à travers un pipeline souterrain s'étendant sur 1070 km, dont 891 au Cameroun. Le 6 septembre 2005, Amnesty international (AI), dans un communiqué présentant son rapport *Renonciation contractuelle aux droits humains. Le projet de pipeline Tchad-Cameroun*, a accusé le consortium et les gouvernements du Tchad et du Cameroun de mettre en danger les populations vivant à proximité de l'oléoduc.

Un an et demi après le début des opérations pétrolières, de très nombreux dommages ont été constatés. D'une part les promesses d'aménagements collectifs, puits, dispensaires, installations sportives, n'ont pas été ou très mal réalisées. Les autorités des pays concernés sont restées passives devant ces manquements. D'autre part les déplacements de population ont soulevé beaucoup de problèmes tels que des difficultés



d'accès aux champs, la restriction des espaces cultivables. Des paysans expropriés se sont retrouvés sans terre, obligés d'en louer ou de louer leurs services à ceux qui en ont. Al note « le climat de peur et d'intimidation » autour de l'oléoduc. La construction du pipeline a entraîné la pollution ou l'obstruction de nombreux puits, barrages de cours d'eau empêchant la navigation, inondation de terrains plantés. Au débouché de l'oléoduc, à Kribi, l'intense activité de pêche artisanale est empêchée par les installations du terminal flottant.

On note la passivité de la Banque mondiale devant les abus du Consortium, malgré les recommandations - du reste généralement timides - faites par les représentants de la Banque, et qui ne sont que peu suivies d'effet. On note également l'absence de réaction des gouvernements concernés qui peut être interprétée comme une complicité avec le Consortium, lui assurant l'impunité, avalisant tous ses choix, et qui montre, en tout cas, leur incapacité à protéger les droits de l'Homme et l'environnement.

Au Tchad la Banque mondiale, qui devait veiller à ce que les importants revenus du pétrole soient utilisés au bénéfice de la population, semble avoir renoncé également à tout contrôle sérieux. [OT]

De la difficulté à obtenir un visa d'entrée en France pour les opposants à la dictature tchadienne

Répondant à la prière du député fédéraliste tchadien, Ngarlely Yorongar¹, Survie lui a adressé une invitation à la rencontre du 18 septembre en mémoire de François-Xavier Verschave qu'il tenait à marquer de sa présence. Le député a joint cette invitation à sa demande de visa d'entrée en France déposée à l'ambassade de France à N'djaména. Il a formulé à cette occasion une demande de visa de longue durée lui permettant de se rendre dans notre pays afin de s'y faire soigner autant que de besoin. On se souviendra que Idriss Déby se fait soigner en France autant que de besoin, et que le président français met à sa disposition la résidence de Marly lorsque Déby a besoin de bénéficier d'un lieu de repos confortable. Or, après avoir tardé à répondre à la demande de Ngarlely Yorongar (augmentant le prix de son billet d'avion qui n'a pu être réservé à l'avance) l'ambassade lui a accordé un visa de... une semaine. Il fut un temps où N. Yorongar bénéficiait de visas d'entrée en France de longue durée. Les temps ont changé !

Selon nos informations, le même sort attendrait les plus éminents membres des ONG tchadiennes de défense des

droits de l'Homme, ceux qui sont réputés « poser problème ». Quel problème ? Il leur arrive de critiquer publiquement une relation franco-tchadienne qui tend à faire passer celui qui détruit leur pays pour le contraire de ce qu'il est réellement : une catastrophe pour le peuple tout entier. La santé de cette catastrophe n'est pas brillante, et du coup la France penserait à l'avenir. Elle n'y penserait pas selon les préceptes préconisés par ces organisations. Affaire à suivre, de près. [SC]

1. Sorti vainqueur de l'élection présidentielle en 2001, Ngarlely Yorongar a été écarté de la vie politique tchadienne par une immense fraude électorale. (Voir la campagne de Survie : « "Election" présidentielle au Tchad (20 mai 2001), non à l'aide au développement d'élections truquées ».

Soudan : On attend l'ONU

Le Conseiller spécial du Haut commissariat des Nations (insuffisamment) unies aux droits de l'Homme pour la prévention des génocides, Jean Mendez, est au Soudan. Il se rendra prochainement au Darfour (400 000 morts et 2 millions de déplacés en deux ans). Il doit y « étudier l'évolution de la situation » depuis sa dernière visite qui date d'un an selon le porte parole de l'ONU. L'envoyé de l'ONU au Soudan, Jan Pronk, vient de demander au Conseil de Sécurité d'aiguiser sa volonté qu'il y ait une réaction. Laquelle ? Que ses membres adoptent une position commune afin d'une meilleure efficacité collective face à une situation toujours désastreuse. La presse n'en parlera probablement pas, et le service d'information de l'ONU titre : « Les violences contre les femmes et l'impunité des hommes persistent au Darfour, affirme une experte des Nations unies ». L'experte affirme : « *Il faut mettre fin à la violence et à l'impunité qui se poursuivent au Soudan et dans la région du Darfour* ». Qu'est ce qu'on attend ? [SC]

Bongo en campagne

Non content d'avoir, selon des méthodes éprouvées, gonflé les listes électorales, verrouillé la nomination des présidents des commissions électorales, suspendu la parution du journal indépendant *Le Messenger*, et imposé un changement d'équipe éditoriale en préalable à la réparation de ce dernier, le doyen des dictateurs françafricains « veut faire taire l'opposition gabonaise à Paris » [*Le Monde*, 21/09]. Un vœu anticipé par la préfecture de Paris qui a interdit un rassemblement du mouvement d'opposition en exil Bongo doit partir – Gabon nouveau (BDP), prévu (et préalablement autorisé, selon les

organisateur) pour le 15 septembre. Bongo l'avait annoncé : « Tout doit se passer dans le calme, dans la sérénité et dans l'ordre. » [AFP, 16/08] Surtout dans l'ordre... Or manifester à Paris contre une dictature soutenue par la France implique, selon la préfecture, un « risque d'affrontements et de troubles grave à l'ordre public ». Bongo a également demandé « à la France la liste de ces opposants pour leur interdire toute action politique avant la campagne » et « suggéré à son ministre de la Sécurité publique et de l'immigration d'envisager le retrait des passeports et l'interdiction d'attribution du visa de sortie à tous les leaders politiques qui en feraient la demande » [*Panapress*, 19/09]. Si Bongo « a carrément disjoncté » [*Libération*, 21/05], ce n'est pas tant de prétendre recourir à de menus services que de laisser entendre au grand jour qu'ils sont monnaie courante...

Si, malgré ces prudentes précautions, Bongo ne réussissait pas à étouffer toute contestation de sa prochaine « réélection », il pourra toujours compter sur ses accords de coopération. Parmi les trois nouvelles conventions de partenariat signées en août 2004 entre la France et le Gabon, l'une d'elles, selon le communiqué officiel de l'époque, vise à « faciliter la montée en puissance de la gendarmerie mobile pour prévenir tout trouble à l'ordre public susceptible d'intervenir dans le pays à court ou moyen terme ». À l'occasion d'élections trop manifestement truquées, par exemple ? On vient de voir au Togo ce que signifie ce type de « maintien de l'ordre ». [Victor Sègre]

Alerte aux Comores

Les accumulations de provocations politiques, par le colonel-président Azali cette année (fonctionnaires impayés, etc.), viennent d'atteindre leur paroxysme : en augmentant brutalement de 40 % (l'essence) à 71 % (gazole) le prix de produits pétroliers, Moroni a mis le feu aux barils. Immédiatement Ngazidja, l'île de la capitale, a été le siège de manifestations momentanément interrompues par intervention de l'armée, qui a tiré à balles réelles (bilan indéterminé, au moins un mort). Azali est alors à l'abri en France. S'il est certain que tout cela est calculé, la stratégie sous-jacente est sujette à diverses interprétations. Au cœur de la question, le système électoral mis en place par la Constitution adoptée le 23 décembre 2001 impose que la présidence de l'Union est « tournante », île par île. En avril 2006, le jamais-élu Azali doit donc enfin partir. Des trois présidents d'île, deux sont parmi ses



opposants, dont celui de Ngazidja.

L'hypothèse la plus immédiate est qu'Azali suscite sciemment la "chienlit" pour provoquer un état de siège sur lequel il s'appuiera pour ce cramponner au pouvoir en reportant les élections aux calendes grecques. C'est une technique qu'il a éprouvée.

Mais on pourrait aussi douter qu'il cherche à porter ouvertement le chapeau du **report des élections**, et espère subtilement que ce soit l'exécutif de l'île d'Anjouan qui fournisse une (autre) occasion à ce report. En effet, le président-affairiste d'Anjouan, Mohamed Bacar, s'arrangerait bien de savourer jusqu'en 2007 sa présidence d'île, avant de prendre comme il l'escompte la présidence de l'Union. Azali peut-il vraiment espérer maîtriser un scénario aussi fragile ? La première hypothèse a notre faveur, un comportement caricatural n'ayant jamais dissuadé notre putschiste.

En tout cas, si Azali se permet un tel comportement, c'est qu'il a au moins obtenu le "feu orange" de l'Élysée, ce qui tombe plutôt bien considérant les concessions qu'il a faites à la France sur Mayotte. [Pierre Caminade]

Implosion d'une République coloniale ?

L'offensive pour tenter de régler le contentieux sur Mayotte en faveur de la France a commencé en janvier 2005. [cf. *Billets* 134 et 139] Le nouveau ministre de l'Outre-mer, François Baroin, vient de provoquer un choc en déclarant qu'il fallait remettre en question le droit du sol au profit du **droit du sang** dans « certaines Collectivités territoriales » (aujourd'hui nommément inscrites dans la Constitution française). Il a ainsi ouvert un festival de surenchères qui ne manquera pas d'attiser les haines dans certaines de ces Collectivités, quel que soit leur statut.

Le Ministre a cité la Guyane (pour sa frontière incontrôlée avec le Brésil) et Mayotte. Et on ne sait pas jusqu'où pourra aller dans son esprit la suppression du droit du sol. La Guyane est pourtant un département (DOM). Restera-t-il une raison de maintenir ce droit dans le reste de l'outre-mer ? Le Ministre pourrait prudemment commencer par Mayotte uniquement. Le statut de Mayotte, assez vague, est supposé être changé pour devenir départemental. Alors, soit on départementalise Mayotte après y avoir aboli le droit du sol, et la voie sera ouverte pour tout l'outre-mer. Soit l'abolition du droit du sol se fait contre la départementalisation, et ça aidera peut-être les Mahorais à comprendre qu'ils se font rouler dans la farine depuis

(au moins) un tiers de siècle, quand on leur fait croire qu'un jour ils deviendront plus Français que Comoriens.

Si la xénophobie des Mahorais est à son comble depuis belle lurette, Baroin est parvenu à l'exporter, jusqu'à l'incandescence, à la Réunion. Le président de l'Union centriste et libérale (UCL), Ibrahim Dindar, applaudi le Ministre : « *Est-ce être raciste, lepéniste, que de dire que la Réunion ne peut pas accueillir toute la misère venue des Comores ? N'est-ce pas plutôt poser un problème de fond ? À savoir que nous sommes en train de perdre notre culture !* » [Le Quotidien de la Réunion, 23/9] Et de pousser la cohérence « culturelle », sur cette île de métissage par excellence, jusqu'à proposer un **test ADN** sur les « Français de Mayotte », pour éviter le « *trafic de paternité* » au bénéfice de Comoriens. Rappelons à ceux qui s'étonneront de ces propositions que des préfets de Mayotte et ambassadeurs de France aux Comores expliquaient qu'il y a une « race mahoraise » et une « race comorienne », alors que ce sont les mêmes familles qui sont réparties sur les quatre îles de l'archipel comorien.

C'est sur ce terrain politique propice que Nicolas Sarkozy, qui ne cesse d'appeler à faire du chiffre sur les reconduites à la « frontière » mahoraise, fera sa tournée réunionnaise les 29 et 30 septembre. [PC]

Élection présidentielle au Burkina Faso : une victoire sans péril pour la Françafrique !

À l'approche des échéances électorales dans les républiques bananières les analystes ont toujours eu la même formule pour susciter un semblant de suspens autour d'un résultat connu d'avance « l'enjeu du scrutin ne se jouera pas sur le nom du gagnant mais sur le taux de participation de l'électorat. » La suite est toujours la même : le président dictateur sortant est forcément réélu avec un score très bas de votants. Un score minable (expression claire et nette du rejet massif du potentat) que la Commission électorale « indépendante » a la bonne idée de gonfler pour pouvoir présenter un chiffre quelque peu honorable au pays, aux chancelleries accréditées, et aux bailleurs de fond.

La prochaine élection présidentielle au Burkina Faso ne va pas déroger à cette règle. Blaise Compaoré est assuré d'emporter haut la main le scrutin. La seule équation qui turlupine ses nombreux conseillers, accourus d'un peu partout, c'est de trouver comment tout

mettre en œuvre afin que leur jocker puisse vaincre sans péril, mais dans un triomphe glorieux. Pas seulement dans le but de faire mentir l'adage bien connu qui dit qu'« à vaincre sans péril on triomphe sans gloire », mais pour signifier clairement aux Burkinabè d'abord, aux Africains et à l'opinion internationale ensuite, que Blaise Compaoré a désormais atteint la stature d'homme d'État qui a tant manqué au système françafricain après la disparition de Houphouët-Boigny.

Pour atteindre cet objectif stratégique et politique, la Françafrique n'a pas lésiné sur les moyens : à l'intérieur du pays, tous les moyens, légaux et illégaux, doux et violents, ont été utilisés pour discréditer et fragiliser toute velléité de contestation du régime : l'élan populaire de la lutte du Collectif contre l'impunité a été brisé par le débauchage (à coups de millions, de chantage, etc.) d'une frange des partis de l'opposition qui ont "conquis" lors des dernières élections législatives quelques strapontins à l'Assemblée nationale. En contrepartie : une mise en sourdine de leur interpellation du pouvoir de Ouagadougou pour faire arrêter et juger les nombreux criminels au service du pouvoir de Compaoré. Cette reculade de quelques opposants sans scrupules et/ou manquant d'intelligence politique va être exploitée par les caciques du régime pour décrédibiliser, lentement mais sûrement, l'ensemble de l'opposition politique. Résultat des courses : à l'exception notable d'un ou deux des douze candidats qui se présentent contre le président sortant, tous les autres traînent des casseroles qui plombent leur maigre espoir de rallier 1 % de l'électorat. La polémique surdimensionnée qu'agitent aujourd'hui certains milieux de cette opposition sur le fait de savoir si Blaise Compaoré peut ou non se présenter à la prochaine élection ne doit pas occulter la nécessaire autocritique que doivent faire **ceux qui ont déserté les rangs du Collectif contre l'impunité** sans obtenir, à l'issue de leur participation au « gouvernement de mission », une quelconque avancée dans le traitement des dossiers criminels. Dans ce contexte de discrédit général de toute opposition, les revendications des syndicats, bien que vigoureuses parce qu'unitaires ont été royalement méprisées par le gouvernement.

Cette vaste entreprise de marginalisation des voix discordantes « au pays des hommes intègres » a été orchestrée avec l'appui constant de l'**ex-ambassadeur de France** au Burkina Faso, Maurice Portiche, et de nombreux autres conseillers plus ou moins occultes. Pour mémoire, M. Portiche avait reçu, au temps fort des mobilisations autour de



l'Affaire Zongo, l'ensemble des leaders de l'opposition pour leur intimer l'ordre de se présenter aux élections législatives et de rejoindre le gouvernement de « large ouverture » que leur offrait Compaoré, dans l'intention manifeste de saborder le mouvement de contestation de son régime. M. Portiche, bon prince, avait eu la bienséance d'assortir son injonction d'une ferme promesse de financer ceux d'entre eux qui acceptaient de participer à cette « salubre réconciliation nationale ».

Une fois l'opposition, les organisations des droits de l'Homme et les syndicats mis hors d'état de nuire au régime, une fois passée la grosse frayeur qui avait agité le palais présidentiel quand a éclaté l'affaire Norbert Zongo, les mêmes conseillers vont s'atteler à l'élaboration d'un plan de communication visant à refaire l'image largement écorchée de « l'enfant terrible de Ziniaré » au fil des révélations des familles des nombreuses victimes du régime. L'accueil pompeux à l'Élysée, par son ami personnel Chirac en octobre 2000, sa distinction de Docteur Honoris Causa par le président de l'Université de Lyon 3, en avril 2004, et l'accueil du sommet de la Francophonie par le Burkina Faso, en novembre de la même année, ont été des échéances médiatiques décisives pour relouer le « beau Blaise ».

Le candidat de la « majorité présidentielle » peut alors se déclarer « fin prêt pour affronter ses adversaires », après un long simulacre durant lequel le président sortant s'est fait loquacement supplier de se présenter au scrutin du 13 novembre prochain par des « Groupes de soutien à la candidature de Blaise Compaoré » créés, entretenus et managés par les gens du premier cercle du pouvoir. Pour parfaire ce dispositif de communication de haut vol un organisme « indépendant » réalise dans la foulée un sondage d'opinion dont le résultat est sans équivoque : Blaise Compaoré est de très loin le « candidat préféré » des Burkinabè. La boucle est bouclée !

Qu'importe si son bilan politique est calamiteux : la réalité du pouvoir reste concentré entre les mains de l'autocrate, sa famille et ses amis qui usent et abusent du bien public burkinabé, organisent un vaste trafic mafieux en Afrique de l'Ouest (mercenaires, armes, diamants, etc.) avec la complicité de seigneurs de guerre sans vergogne. Qu'importe si son bilan économique est désastreux : le long règne de Blaise a eu pour effet palpable de faire passer le Burkina du rang de pays pauvre à celui de pays pauvre très endetté. Ce qui lui vaut (le ridicule ne tuant pas !) le titre de « bon élève » du FMI. Qu'importe si son bilan social est catastrophique : la famine bat son plein dans le centre et le nord du

pays au moment même où le candidat Blaise et ses supporters ne tarissent pas de qualificatifs sur le « bilan élogieux de la 4^{ème} République ». Que dire de l'état des droits humains ? La longue liste des crimes économiques et de sang, toujours en souffrance devant les tribunaux burkinabés, illustre le lourd passif du régime.

Qu'à cela ne tienne ! Blaise Compaoré continue sans aucune gêne et sans état d'âme à annoncer au peuple burkinabé, dans ses promesses de campagne, ce qu'il s'était juré de réaliser quand il est apparu au devant de la scène politique du pays en...1983 : le pain et la liberté. [Sissulu Mandjou Sory]

Les institutions internationales jugent l'Algérie

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika et les institutions internationales nous rejouent depuis quelques mois cet épisode du cancre qui intercepte son bulletin et qui, à la mention « très mauvais élève » du directeur, rajoute avant de le remettre à son père : « mais quand même ça va ».

Depuis 1992 et l'avènement des généraux algériens au premier plan du pouvoir, l'économie a pris un virage ultralibéral d'une barbarie inouïe. Pourtant, un récent rapport de l'institut américain Cato décrit l'économie algérienne comme « la moins libre du monde », classée 118^{ème} sur 123 pays examinés. Il y a comme un bug là-dessous, que l'Institut Cato tente de minorer ensuite en indiquant que le pays « a une chance toutefois de voir ses performances s'améliorer dans les années à venir ». Depuis 1962, les Algériens vivent d'espoir et d'eau fraîche... L'espoir ne réside plus que du côté des rentiers de cette dictature. Quant à l'eau, elle est sur le point d'être mise sous la coupe du groupe Suez.

Relance en pétard mouillé

Bouteflika a lancé en 2001 un « plan de relance de l'économie » avec, parmi les nombreuses ambitions affichées, celle louable (divine surprise) de créer de l'emploi. Au bout du projet, entre 2001 et 2004, l'Algérie a compté 500 000 emplois... en moins, dans le seul secteur de l'industrie [Panapress-L'intelligent, 29/08]. Accessoirement, selon le Mouvement européen, l'Algérie compte « 60 % d'emplois précaires » [Liberté, 30/08]. Quant à la relance attendue, l'industrie algérienne a enregistré... « une baisse de 3 % au 1^{er} trimestre 2005 » [Liberté, 29/08].

Milliards de mille sabords... en fond de cale

Cinquante-cinq milliards de recettes miraculeuses sont venues remplir les caisses, et « 22 milliards en 7 mois en 2005 » [Le Jeune indépendant, 22/08]. Les

Algériens pour leur part ne se sont jamais réveillés aussi pauvres. Seule nouveauté, l'opposition générale au projet de « Charte » de Bouteflika a permis à la presse d'oser enfin découvrir le sort des Algériens : « bidonville », « sinistres », « coupures d'électricité », « assassinat », « protestations », « émeutes », « manque », « emprisonnement », « épidémies »...

Au demeurant, pris de panique par l'entrée massive d'argent due à la flambée du prix du pétrole, le Premier ministre algérien a dévoilé à la télévision son projet de loi de finances pour 2006 et 2007 : « Les recettes budgétaires prévisionnelles [sont faites] sur la base d'un baril de pétrole à... 19 dollars. » Pourquoi ? « Parce que je gouverne aujourd'hui avec un baril supérieur à 60 dollars, mais j'ai aussi gouverné avec le baril à 9 dollars en 1998... » explique fièrement Ahmed Ouyahia [El-Watan, 19/09]. Tout le monde sait que le pouvoir est tellement corrompu qu'il tape directement dans la caisse, mais le faire deux ans à l'avance, c'est tout de même assez inédit pour être signalé. *Chapô* les artistes !

La faute aux chômeurs...

Un autre rapport émanant de la Banque mondiale conclut que « les retraites promises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont généreuses, mais trop coûteuses » [Quotidien d'Oran, 24/08]. Tout ça à cause de qui ? Des chômeurs, bien évidemment ! C'est ce que qu'affirme en tout cas « Christian Poortman, vice-président de la Banque mondiale pour [qui] « le problème du régime des retraites, dans la région Mena où 60 % de la population sont des jeunes, est d'ordre structurel et non démographique ». »

Or, mis ensemble, les retraités et les chômeurs forment l'écrasante majorité des Algériens, ce dont se vante d'ailleurs le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh : « 80 % de la population algérienne vivent grâce à la Sécurité sociale » [Actualité, 18/09].

Mais il ne faut pas s'inquiéter outre mesure : la Banque mondiale ne tarit pas d'éloge sur l'Algérie. Son « conseil d'administration [...] s'est prononcé positivement récemment [...] à mi-parcours de la stratégie de coopération avec l'Algérie. » Elle suggère toutefois – cela ne s'invente pas – d'« utiliser les réserves pétrolières et gazières au profit, à long terme [sic !], du peuple algérien. » Même constat flatteur de l'Institut français de recherche en action commerciale pour qui « L'Algérie est l'un des pays les plus dynamiques. » [Liberté, 22/08]. Un dynamisme qui a fait littéralement exploser les importations, « plus de 10,6 milliards pour le premier semestre 2005 »..., de bric et de broc !



Référendum : « Oui » à l'impunité et à la prison !

Parias sur leur propre sol, les Algériens ont découvert au début de cette année qu'ils ne sont pas totalement inutiles. Les généraux ont en effet besoin d'eux pour les absoudre devant la communauté internationale des crimes contre l'humanité qu'ils ont commis durant la décennie 1990. En retour, les Algériens auraient pu espérer que ceux-ci mettraient un peu de mou à la corde par laquelle ils les tiennent en respect. Ils ont vite déchanté lorsqu'ils ont lu quelques passages d'anthologie du projet que soumet Bouteflika à leurs suffrages le 29 septembre : « Nul en Algérie ou à l'étranger n'est habilité à utiliser ou à instrumentaliser les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'État, nuire à l'honorabilité de tous les agents qui l'ont dignement servi, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international. » Bref, toute forme d'opposition est proscrite dans le pays... et à l'étranger !

Et ça s'appelle « Charte pour la paix et la réconciliation nationale » ! La liste des « personnalités » qui la soutiennent est édifiante : les dix-neuf ambassadeurs et diplomates des pays membres de l'UE qui jugent l'initiative « louable » et « très positive » ; toute l'administration Bush, le FLN, Madani Mezrag, leader de l'AIS, Abdelhak Layada, Abderrazak el-Para, Hassan Hattab, terroristes notoires, Rabah Kébir et Anouar Haddam, etc. Sans compter bien sûr Jacques Chirac et le Medef... Hormis cette cohorte hétéroclite, il y a quasi unanimité pour rejeter ce traité : les femmes, les associations de victimes, les familles des disparus, les partis d'« opposition », les islamistes modérés, les ONG de défense des droits de l'Homme, l'ensemble de la presse éradicatrice, les simples citoyens, berbérophones ou arabophones, soit peu ou prou l'intégralité du peuple algérien. Il faut ajouter à ceux-là, une fois n'est pas coutume, deux experts de l'ONU, qui « rappellent qu'aucun plan de paix ne peut ignorer le droit à la vérité et à la pleine réparation des victimes. » Il s'agit du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme sur les exécutions sommaires, arbitraires ou extrajudiciaires, M. Philip Alston, et du président-rapporteur du Groupe de travail de la Commission sur les disparitions forcées ou involontaires, M. Stephen J. Toope. Leur rapport est suivi de la mention « Ce document est destiné à l'information ; il ne constitue pas un document officiel », qui en dit long sur l'ambiance délétère qui règne à l'ONU. [Lounis Aggoun]

Occasion manquée à l'ONU

« Le sommet mondial de 2005 offrira aux pays du monde une occasion comme il s'en présente rarement de s'unir pour contrer des menaces graves qui pèsent sur tous et appellent des solutions collectives énergiques. Il offrira aussi l'occasion de revitaliser l'ONU elle-même. Il sera donc, en un mot, une occasion à saisir pour l'humanité tout entière. » L'optimisme affiché par Koffi Anan à la veille du 60^{ème} anniversaire des Nations unies, était sans compter sur les divergences persistantes entre les 170 Chefs d'État et de gouvernement réunis pour l'occasion ; les États-Unis contre les partisans du multilatéralisme, les tenants du droit d'ingérence contre les défenseurs de la souveraineté des États, une « aide au développement » réduite à ses aspects purement financiers, enfin des choix politiques reportés aux calendes grecques.

Le compromis final est donc bien maigre ; l'élargissement du Conseil de sécurité, qui permettrait une représentation africaine, est reporté faute d'accord ; la définition du terrorisme ne figure pas dans le document final (faute d'entente sur cette notion), ni aucun engagement ferme sur les crédits à dégager pour le financement du développement. La création d'un Conseil des droits de l'Homme, censé remplacer une Commission discréditée par la présence de plusieurs États récalcitrants, comme la Libye ou le Zimbabwe, est confirmée sans qu'aucune disposition concrète ne préfigure sa mise en place.

Cette occasion manquée de progresser vers une politique internationale multilatérale accrue et de poser les prémices d'une gouvernance mondiale, va donner les coudées franches à des institutions autrement moins légitimes (Banque Mondiale, FMI, OMC, etc) qui se saisiront de ces questions dans les prochains mois, en reléguant la réduction de la pauvreté au dernier rang de leurs priorités. [Guillaume Olivier]

Rouler en Bentley ou s'écraser en Antonov

La même semaine de juillet, deux informations ont montré, plus qu'un long discours, la principale plaie qui mine un grand nombre de pays africains, le scandale des dictatures. Teodoro Nguema Obiang Mangue est ministre de l'Agriculture et des Forêts dans son pays, la Guinée Équatoriale (environ 600 000 habitants), riche en pétrole (troisième producteur en Afrique subsaharienne), situé dans le Golfe de Guinée, où la vaste majorité de la population vit

pourtant avec moins d'un dollar par jour. Il est largement considéré comme le successeur de son père, Teodoro Nguema Obiang Mbasogo.

Le *Cape Times*, le quotidien du Cap (Afrique du Sud), cite des sources anonymes qui affirment que Teodoro Nguema Obiang Mangue, âgé de 34 ans, a dépensé en un week-end, 1,5 million de dollars US (10 millions de rands) dans l'achat de deux véhicules de marque Bentley et d'une Lamborghini. De plus, il a entrepris de gros travaux de rénovation de ses deux résidences situées dans les banlieues riches du Cap. Le *Cape Times* publie des photos des voitures nouvellement acquises. Mangue a refusé de commenter ces informations.

Au même moment, en Guinée Équatoriale, la presse locale rapporte que les équipes de secours n'ont retrouvé aucun survivant dans l'épave d'un Antonov-24 d'une compagnie privée équato-guinéenne, qui s'est écrasé samedi 16 juillet à Malabo avec 60 personnes à bord. Selon le manifeste de la compagnie, 35 passagers et dix membres d'équipage avaient pris place dans l'avion qui s'est écrasé dans les minutes suivant son décollage de Malabo, sur l'île de Bioko, à destination de Bata, sur la partie continentale du pays. Il est courant que des passagers embarquent sans billet à Malabo, en soudoyant des responsables de compagnies aériennes, ont indiqué des sources aéroportuaires, dont certaines estimaient que près de 80 personnes pouvaient avoir pris place dans l'appareil.

Ecuatorial express airlines (Ecuatair) exploite des lignes intérieures avec deux appareils de fabrication soviétique, l'Antonov accidenté et un Yak-40. Plusieurs sociétés privées exploitent actuellement des lignes intérieures en Guinée Équatoriale, composée d'une partie continentale - la plus vaste et la plus peuplée - et de plusieurs îles, grâce à des appareils datant pour la plupart, de l'époque soviétique. Ces appareils, qui ne répondent plus aux normes internationales de l'aviation civile, sont pilotés par des Russes, des Ukrainiens ou des Arméniens.

L'Eldorado équato-guinéen profite exclusivement aux compagnies pétrolières, qui se sont ruées sur ses ressources, et au gang familial des Obiang Nguema¹. [OT]

1. Voir : Max Liniger-Goumaz, *Connaître la Guinée Équatoriale*, éditions des Peuples Noirs (disponible à Survie).



par Sissulu Mandjou Sory

Après trois années d'une grave crise qui a ruiné le pays au plan socio-économique avec en toile de fond des atteintes quasi quotidiennes aux droits de l'Homme, la Côte d'Ivoire offre le spectacle d'un pays en dérive où une implosion sociale est possible à tout moment et pour un prétexte quelconque. Dans ce contexte tendu, deux questions cruciales se posent : Qui peut (qui va) arrêter cette dérive ? Quel clan politique ou quel groupe militaire va déclencher les hostilités ?

Pour répondre à ces questions le plus objectivement possible, tentons de dégager les principales leçons depuis le déclenchement de la rébellion.

De septembre 2002 à nos jours la communauté internationale a fait le pari de résoudre cette crise en faisant confiance aux protagonistes ivoiriens, à leurs capacités à transcender leurs intérêts égoïstes pour sauver leur pays d'un péril annoncé. Aujourd'hui, force est de constater que ce pari reste un vœu pieux et rien dans les actes et les propos de ce qu'il est convenu d'appeler "la classe politique ivoirienne" ne laisse présager un sursaut collectif salvateur. Car, il faut bien l'admettre, la situation actuelle profite à tous les clans (le pouvoir du FPI, les houphouëtistes, les rebelles, etc). L'ironie et le drame dans cette histoire c'est que cette "classe politique" s'étripe pour des miettes tandis que les gros morceaux du gâteau ivoirien tombent dans la besace françafricaine où émergent les Bouygues, Bolloré et consorts.

Dans cette guéguerre de chiffonniers que peut-on raisonnablement attendre de bon de ces gens ? Rien !

Que feront-ils pour garder leurs privilèges mal acquis en quelques années ? Tout sauf du bon !

Le second pari de la communauté internationale a été de croire qu'un médiateur neutre (en l'occurrence un chef d'État africain) peut amener les protagonistes ivoiriens à une sortie honorable de crise qui préserve l'amour propre et les intérêts de chaque clan militaro-civil. Vraisemblablement la dernière médiation, celle menée par Thabo Mbéki est en train de déboucher sur une impasse. La conduite des pourparlers et les résultats obtenus par le chef d'État sud-africain sont contestés avec virulence par l'opposition politique et l'armée ivoirienne. S'il se confirmait, cet échec du médiateur sud-africain s'inscrirait (hélas !) dans une longue série d'accords signés mais jamais pleinement appliqués par les acteurs ivoiriens. À l'heure où il est de plus en plus question que le président de l'Union africaine dessaisisse Thabo Mbéki du dossier ivoirien, il convient sans doute de se rendre à l'évidence : aucun médiateur (quelle que soit sa neutralité supposée ou réelle) ne pourra résoudre le conflit qui mine la classe politique ivoirienne.

Le seul pari raisonnable que pourrait faire aujourd'hui la communauté internationale serait de faire enfin confiance au peuple ivoirien lui-même pour régler la crise qui tenaille le pays. Bien évidemment ce ne serait pas un pari sans risque puisque de toute évidence le peuple ivoirien est divisé et sans voix audible. Il revient cependant aux authentiques démocrates et partisans de la paix ivoiriens de comprendre que le salut du peuple passe pour chaque ivoirien par une sortie du clan idéologique et/ou ethnique, par une renonciation définitive à la vérité qui exclut l'autre. Les mêmes qui ont crié hier leur révolte face à la politique du "Tout sauf ADO !" sont ceux qui parcourent aujourd'hui l'Afrique et le monde pour expliquer que la sortie de crise en Côte d'Ivoire passe par la politique du "Tout sauf Gbagbo !". Pauvre classe politique ivoirienne ! Qui a le don de cumuler l'incurie politique et l'intolérance viscérale. Il est temps que chaque ivoirien cherche la vérité de l'histoire de son pays en prenant en compte les vérités des autres concitoyens, l'histoire du peuplement du pays et les divers apports passés et récents qui ont permis la construction du pays. Car le véritable problème dans cette affaire c'est que chaque clan a de bonnes raisons pour mener son combat. Les rebelles ont en effet raison de dire qu'il faut lutter jusqu'au bout pour refuser la discrimination par l'ivoirité, qui fait de plus de la moitié des habitants du pays des étrangers. De même que le FPI et son chef ont eux aussi raison de contester la manière dont sont violés les règles

minimales de l'État de Droit par les rebelles et leurs soutiens, en s'arc-boutant sur le fauteuil et les prérogatives d'un président élu en octobre 2000 dans des "conditions calamiteuses" mais reconnu par la communauté internationale. Mais le drame dans cette affaire tient aussi au fait que chaque clan dans la pratique n'a d'autre souci que de s'enrichir le plus vite et par tous les moyens : pillages, vols et viols incessants des droits élémentaires, notamment le droit à la vie. Gbagbo et ses affidés ainsi que la plupart des hauts dignitaires de la rébellion se sont constitués en trois ans des fortunes de guerre colossales, qui ne profitent qu'aux minorités dirigeantes au sud et au nord du pays dans une ambiance générale de paupérisation croissante des populations ivoiriennes. Le peuple ivoirien ne gagne rien et ne gagnera rien de ces biens mal acquis. C'est pourquoi le salut public aujourd'hui en Côte d'Ivoire passe par une défense non partisane des biens publics et de la démocratie. À cette tâche les Ivoiriens de tous bords doivent se retrouver pour obtenir par une lutte sereine et pacifique ce que la force des armes ne pourra jamais conquérir : la confiance retrouvée des Ivoiriens dans un destin collectif. En d'autres mots, le seul médiateur du conflit actuel c'est le peuple ivoirien lui-même. Lui seul pourra trancher le litige qui oppose Gbagbo, Soro, "ADO", Bédié et consorts. Dans la panoplie des instruments démocratiques pour résoudre ce conflit, l'élection est l'une des formes appropriées. Mais pas la seule ! Il faut éviter le piège de ceux qui ne jurent que par l'élection comme seule voie immédiate de sortie crise. Avant, pendant et après une élection digne de ce nom, il faut d'abord la liberté pour le peuple, et concomitamment le pain (car ventre vide n'a point d'oreille !). **Au lieu de s'épuiser dans la recherche d'un médiateur aux vertus introuvables en Afrique ni ailleurs, l'ONU serait plutôt bien inspirée de publier les rapports successifs établis par ses envoyés sur la violation massive des droits humains et le situation humanitaire en constante dégradation en Côte d'Ivoire.** Cette publication, en plus des nécessaires mesures punitives à prendre à l'encontre des auteurs de ces actes attentatoires aux droits humains, devra être assortie d'injonctions claires pour, d'une part, donner un coup d'arrêt à la culture de l'impunité, et d'autre part garantir la jouissance effective des libertés démocratiques dans le pays (libertés d'opinion, d'association, de pétition, de manifestation publique, etc.).

À l'issue de ce rapide bilan des trois dernières années, nos deux questions de départ peuvent trouver des réponses de bon sens.

Qui peut (qui va) arrêter la dérive actuelle en Côte d'Ivoire ? C'est le peuple ivoirien lui-même qui peut le faire en acceptant de franchir le pas pour un sursaut national. L'enjeu du moment n'est pas de savoir qui est le plus fort (Soro, Gbagbo, Doué Mathias, etc.). L'urgence qui doit mobiliser tous les Ivoiriens, c'est s'entendre sur un minimum vital national non exclusif de l'autre (étranger ou prétendu tel). Que ce minimum vital s'appelle "la Constitution ivoirienne" importe peu. Il faut arrêter les querelles juridiques autour des textes et accorder désormais plus d'intérêt au devoir de sauver et de promouvoir la vie humaine en Côte d'Ivoire.

À la question "Quel clan politique ou quel groupe militaire va déclencher les hostilités ?", on peut répondre sans hésiter : ce sont les ennemis du peuple ivoirien qui veulent la reprise des hostilités. Dans le contexte actuel, toute personne ou groupe de personnes qui ouvre(nt) le feu en Côte d'Ivoire au prétexte de rétablir la paix ne fera qu'allumer la poudrière. Des sources concordantes (souvent partiellement relayées par les médias ivoiriens toutes tendances confondues) font état de projets macabres qui sont mis en oeuvre dans les coins secrets de palais présidentiels africains avec la complicité active des parrains de la Françafrique, de l'axe Ouagadougou-Paris.

Face ces prévisions funestes, les authentiques démocrates ivoiriens doivent faire bloc pour conjurer le pire. Dans leur combat, la vigilance et la solidarité des citoyens français et africains (notamment les peuples des pays limitrophes) ne devront pas leur faire défaut. D'ores et déjà, alertons l'opinion publique qui devra veiller à ce qu'aucun moyen public ou privé français n'aille renforcer la logistique de ces marchands d'illusion et voleurs de paix !



Belles perspectives pour les militaires français

Le ministère français de la Défense vient de rendre public son programme de réorganisation des forces présentes en Afrique, pour les 5 prochaines années. Aujourd'hui pré-positionnés dans une dizaine de pays africains, les 7 000 soldats seront désormais dirigés par trois état-majors régionaux basés à Dakar, Libreville et Djibouti. Si cette initiative permet de renforcer la cohérence du partenariat avec l'Union africaine, qui souhaite régionaliser ses forces de maintien de la paix, on ne peut que déplorer qu'elle ne s'accompagne d'aucune remise en cause de la coopération militaire française. Le ministère a en effet tenu à préciser que « *cette réorganisation ne concernera ni les personnels, ni les effectifs, ni les accords de défense en vigueur et n'aura donc aucune incidence sur les coopérations bilatérales entre la France et les pays africains* ». Les généraux français ont encore de beaux jours devant eux. Ce n'est pas Jacques Chirac qui contredira ce constat, lui qui vient d'arbitrer un face-à-face entre Bercy et le ministère de la Défense, en faveur de ce dernier. Son budget pour 2006 sera augmenté de 700 millions d'euros, représentant 15,5 milliards d'euros, soit le triple de l'effort français pour le financement du développement... [GO]

Déontologie

« Le président de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), **Hervé Bourges**, a été reçu [le 1^{er} septembre] par le chef de l'État togolais, Faure Gnassingbé. "Nous avons remercié le président de la République de bien vouloir accepter d'accueillir en novembre les assises de l'Union", a déclaré à la télévision nationale M. Bourges. Les 37^{èmes} assises de l'UPF se tiendront du 3 au 8 novembre prochain au Togo sur le thème : *Pluralisme et déontologie : liberté et responsabilité des journalistes*. »

Cette information recueillie sur un site officiel du Togo, francophoniquement dénommé republic-of-togo, est assortie d'une photo montrant Bourges plongé dans la lecture du journal gouvernemental *Togo-Presse*, avec, à la une, un portrait de feu Eyadema, surtitré « Gnassingbé Eyadema, le phénix de notre temps ». La fine fleur du journalisme.

Bourges a toujours débordé de servilité pour les Africains au pouvoir. « Remercier d'accueillir » aurait été trop sec, « remercier d'accepter d'accueillir » courbait déjà l'échine mais « remercier de bien vouloir accepter d'accueillir », c'est carrément la carquette. Bourges a appris à servir les dictatures africaines à

Yaoundé au Cameroun. Il y a fondé et dirigé, de 1970 à 1976, une école de journalisme dont l'installation était financée par la France, dans un pays sans médias autres que ceux du pouvoir. Le premier journal indépendant, *Le Messenger*, est créé en novembre 1979 par Pius Njawe, vendeur de journaux, qui n'a jamais suivi la moindre école de journalisme, mais qui a de la colère et du courage. Fin 1970 se déroule à Yaoundé le procès d'Ernest Ouandié, chef de l'UPC et de Mgr Albert Ndongmo, accusé de complot. Le procès, grossièrement manipulé¹, est suivi de l'exécution en place publique d'Ernest Ouandié en janvier 1971. Dans les années 70, au Cameroun, les opposants disparaissaient sans autre forme de procès et allaient croupir dans d'innommables bagnes, comme le trop célèbre camp de Tcholliré.

Bourges, lui, a fait une très belle carrière de « tiers-mondain », comme l'appelle spirituellement *Le Canard enchaîné*. [OT]

1. Voir le récit de cet épisode dans Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun*, La Découverte (première édition Maspéro 1972).

(Achévé le 26/09/05)

ILS ONT DIT...

Mondialisation

« Le monde dans lequel nous vivons est à la fois remarquablement prospère et parfaitement misérable. C'est un monde où un contrôle massif des ressources, des connaissances et des technologies côtoie de manière frappante des besoins extraordinaires et des inégalités effarantes.

La gravité des divisions mondiales semble aller à l'encontre de toute notion selon laquelle nous sommes influencés, ou pouvons l'être, par un sentiment opératoire d'identité mondiale. Si nous sommes réellement si proches les uns des autres, comment pouvons-nous nous montrer si distants ?

Dès lors que l'on considère les relations internationales comme essentiellement antagonistes et marquées par l'affrontement plutôt que par des appuis réciproques, il est naturel de demander une réduction de la mondialisation, dans l'intérêt des défavorisés du monde. Le mouvement anti-mondialisation est en fait un phénomène mondial, à la fois par le sujet de ses préoccupations et par sa participation. Les manifestants viennent des quatre coins du monde et s'assemblent pour protester contre ce qu'ils perçoivent comme de graves injustices dont souffrent les habitants de notre planète. En fait, le mouvement anti-mondialisation est peut-être le mouvement moral le plus mondialisé actuellement.

Le principal défi, selon moi, ne concerne pas la mondialisation en tant que telle, mais l'inégalité aux échelles nationale et

internationale. Une question cruciale est celle du partage des bénéfices potentiels de la mondialisation, entre pays riches et pays pauvres et entre les différents groupes d'un même pays. » (**Amartya SEN**, Prix Nobel d'économie 1998, de nationalité indienne, actuellement professeur d'économie et de philosophie à l'université de Harvard, entretien www.courrierdelaplanete.org, le 07/09).

[Tout commentaire d'une si juste parole semble superflu – SC]

Immigration

« Jeudi 8 septembre, à 19 heures, une femme somalienne et son nourrisson de 1 mois ont été amenés au centre de rétention de Rouen, après le départ de tous les intervenants (infirmières, Cimade, greffe, agents d'entretien). Ils s'étaient fait arrêter au guichet de la préfecture où Madame allait faire renouveler son récépissé de demande d'asile. Jusque-là, ils étaient logés à l'hôtel et suivis par des services sociaux. Le responsable du centre a indiqué aux autres personnes retenues, scandalisées par la présence d'un si jeune enfant dans le centre, qu' "aucune chambre d'hôtel n'avait été trouvée". Pourquoi alors ne pas les avoir laissés regagner leur hôtel ?

Dans le centre, la chambre n'a pas été nettoyée. La femme n'a avec elle qu'un couffin, quelques couches, un biberon, du lait en



poudre et une bouteille d'eau. Elle n'a aucun endroit pour laver son fils. Elle tente de le réconforter alors qu'il hurle sous les néons.

Un départ pour la Grèce est prévu pour 5h30 ce matin. Quand la police aux frontières arrive pour emmener la femme et son enfant à Roissy, la voiture est trop petite pour emporter la poussette, le siège bébé et les affaires personnelles : Madame est menottée dans le dos avant de monter dans la voiture, son enfant de 1 mois sera transporté à côté d'elle dans les bras d'une agente de police.

À l'arrivée à Roissy, la police n'a pas les documents nécessaires pour le vol vers la Grèce : la femme et son fils ne monteront pas dans l'avion. Ils sont ramenés à Rouen dans les mêmes conditions ; ils passent au centre de rétention pour récupérer les effets qui y avaient été laissés et sont finalement ramenés dans l'hôtel où ils étaient hébergés avant l'interpellation.

Il s'agit-là d'une application de la loi et des consignes de renvoyer les étrangers coûte que coûte. Cela conduit à des pratiques aveugles. Ne nous habituons pas à l'insupportable. » (CIMADE, communiqué, *Un bébé d'un mois placé dans un centre de rétention*, le 09/09).

[Nous citons cet exemple, parmi tant d'autres de la situation dramatique qui fait l'actualité...]

A FLEUR DE PRESSE

Éthique

AFP, Industrie de guerre, pétrole et éthique : la Norvège montre l'exemple, 02/09 : « Le gouvernement norvégien a annoncé vendre avoir, pour des motifs d'éthique, retiré ses fonds de huit groupes d'armement, dont le français Thales et l'europeen EADS, accusés de contribuer à la fabrication d'armes particulièrement meurtrières. [...] »

Le gouvernement avait précisé à cette occasion avoir demandé au Conseil sur l'éthique de se prononcer sur la pertinence d'être présent au capital de Total "au regard des activités de la compagnie en Birmanie" dirigée par une junte militaire.

Le ministère de l'Économie et des Finances a dit [...] ne pas avoir encore statué sur le cas du groupe pétrolier français, dans lequel le "fonds pétrolier" détenait 0,679 % au 31 décembre 2004. »

[Cette initiative du gouvernement norvégien montre l'exemple à suivre. Même si le boycott reste symbolique, ce symbole équivaut à une condamnation. On pourra comparer avec certaines pratiques françaises décrites in Billets n°134, Éthique en toc et Comment Nicole nota bien Total. En France l'État est prépondérant dans Thalès, EADS, Total. — OT]

Mondialisation

RFI, Liberia : Le pays sous tutelle économique internationale, Monique Mas, 14/09 : « Après un dernier baroud d'honneur du président intérimaire Gyude Bryant, le gouvernement a finalement entériné le Programme d'assistance à la gestion économique et à la bonne gouvernance (*Governance economic management assistance program*, Gemap) imposé par les bailleurs de fonds en échange de leurs subsides. Ce programme vise à contrôler l'ensemble des flux économiques pendant au moins trois ans. [...] Dans cet objectif, des experts étrangers seront postés dans les ministères et les entreprises stratégiques, ce qui hérisse nombre de politiciens, issus des factions qui se sont disputés les richesses nationales, à coup de canons, quatorze ans durant. [...] Depuis 2002, le Fonds monétaire international (FMI) réfléchissait à la question de la reconstruction. Réunis au début de l'année dernière pour faire le point, les donateurs ont sourcillé devant les 500 millions de dollars minimum requis. Nul ne pariant un sou sur la capacité des anciens seigneurs de la guerre à se recycler dans le bon management, les Nations unies, les États-Unis, l'Union

européenne et la Banque mondiale ont concocté le fameux Gemap pour avoir des yeux partout, tenter de vertébrer, voire de redonner un contenu aux infrastructures administratives tout en reconstruisant physiquement le pays. Les experts internationaux en doublures des titulaires. La formule est différente de celle des années quatre-vingt-dix, qui avait vu les institutions de Bretton Woods placer leurs hommes jusque dans les conseils des ministres des pays africains soumis aux Plans d'ajustement structurel (PAS), la panacée de l'époque. Au Liberia, les experts internationaux serviront de doublures aux titulaires nationaux qu'ils seront chargés d'encadrer, de former, et, en fin de compte, de sélectionner. En échange de cet abandon de souveraineté, les bailleurs de fonds dispenseront leur aide, goutte à goutte. »

[Le Liberia est actuellement en campagne électorale, mais on voit mal dans ces conditions en quoi le vote des électeurs aura une quelconque incidence en matière de choix économiques. Pour conjurer le risque de reprise de la guerre civile, les grandes puissances et les institutions financières internationales sont aussi promptes à prendre les commandes des pays endettés qu'ils l'ont été à encourager la corruption, les politiques prédatrices... et surtout le déclenchement du conflit dans ces pays ! Le système a de beaux jours devant lui. — VS]

Billets d'Afrique et d'ailleurs...



Informations et avis de recherche sur les avatars des relations franco-africaines

Anciens numéros disponibles sur <http://www.survie-france.org>

Abonnez-vous :

France : 20 € Étranger : 25 €

Soutien : à partir de 24 €

(chèque bancaire ou postal à l'ordre de Survie)

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Abonnez un(e) ami(e) :

France : 20 € Étranger : 25 € Soutien

Prénom, NOM :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je souhaite recevoir une plaquette de présentation de l'association Survie.

(à envoyer à SURVIE, 210 rue Saint-Martin, 75003-Paris)

LIRE

Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD),
Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005.

à télécharger sur <http://hdr.undp.org/reports/global/2005/francais>

En l'an 2000, les Nations unies engageaient solennellement leurs membres à « délivrer nos semblables de la misère, phénomène abject et déshumanisant... » qui touchait alors plus d'un milliard de personnes dans le monde. Première étape, diminuer de moitié en 15 ans la pauvreté extrême, notamment par des actions concernant la mortalité infantile, la scolarisation, les maladies infectieuses...

Au tiers de ce parcours, le constat dressé par le PNUD est lourd, son diagnostic clair et peu diplomatique : si l'on continue ainsi, « le monde se dirige tout droit vers une catastrophe annoncée au niveau du développement humain... », désastre qui était pourtant et reste « tout aussi évitable que prévisible ». Les promesses vagues du sommet des Chefs d'États qui vient de se tenir ne font malheureusement que conforter ce sombre pronostic.

Les indicateurs montrent que les inégalités se creusent, tant entre grandes régions et pays qu'au sein de chaque pays. Cas le plus grave, et seule région dans ce cas, l'Afrique sub-saharienne voit même son indicateur de développement humain global régresser en valeur absolue. Guerres, sida et maladies tropicales expliquent ce déclin dramatique, face auquel le pillage des ressources, la corruption générale et l'indifférence des Nations privent ces pays de réels moyens de lutte. Cependant certains pays, à l'instar de l'Ouganda – et ailleurs du Bangladesh, du Vietnam – ont fait des progrès rapides. Ce ne sont pourtant pas les mieux dotés par la nature, bien au contraire... [François Lille]

Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave

NÉGROPHOBIE

Réponse aux « négrologues », journalistes français et autres falsificateurs de l'information.

Éd. Les arènes, 16 juin 2005, 200 p. environ.

Disponible à Survie dès le 10 juin. Prix en librairie : 19,80 €

Dès lors qu'il s'agit d'un pays d'Afrique « noire », la République se croit tous les droits. Et d'abord celui de mentir.

Pour la Françafrique, l'information est une arme comme une autre. De RFI au Monde, son traitement est surveillé, filtré, parfois même organisé. Au plus haut niveau, la République est passée maître dans l'art de biaiser l'information, à coup de vrais-faux scoops, de rideaux de fumée et de sources privilégiées.

L'un de ces « ingénieurs de l'âme » s'appelle Stephen Smith. Responsable de la rubrique Afrique au Monde jusque fin 2004, après avoir tenu celle de Libération, il est l'auteur d'un best-seller inquiétant, *Négrologie*. Ce livre ressuscite les pires clichés coloniaux – sur les Africains, naturellement cruels, qui « se bouffent entre eux » (sic) – dans un salmigondis de statistiques tombées de nulle part et de prose apocalyptique.

Stephen Smith accompagne la métamorphose de la Françafrique. Car la République installe désormais ses comptoirs et ses réseaux, profitables et protégés, au milieu d'un chaos politique et économique dans l'avènement duquel elle porte une lourde responsabilité. Quand elle ne se glisse pas derrière les fauteurs de trouble.

Trois auteurs ont mêlé leurs plumes pour répondre à ces écrits de mauvaise augure. Ils décortiquent le discours pervers de *Négrologie*. Ils décryptent dix ans d'information maligne, à Libération et au Monde. Ils défendent l'honneur des Africains face à tous ceux qui jouent avec le feu du racisme pour mieux masquer la face honteuse de la République.

François Lille, Raphaël Baumler

Transport maritime, danger public et bien mondial

Éd. Charles Léopold Mayer, septembre 2005, 16,00 €

La marine marchande mondiale, première industrie historiquement internationalisée, dérive dangereusement. Mais il ne suffit pas de crier « plus jamais ça ! », de ramasser les galettes de fuel et les oiseaux morts, et de porter secours aux marins en détresse, en péril sur leur navire ou abandonnés dans n'importe quel port. Il ne suffit pas de crier au voleur, aux voyous des mers, d'appeler la police... Il faut comprendre que c'est tout un système socioprofessionnel de haute valeur, que ce livre s'applique d'abord à décrire, qui est en train de se dégrader, se démoraliser, se détruire. Son exemple est précurseur de l'évolution d'autres systèmes de travail, confrontés dans l'espace international à la dérégulation sauvage et déséquilibrée qu'on nous présente comme la panacée, le grand remède aux maux de notre temps.

Pour chercher les solutions, les auteurs s'appuient sur l'idée toute neuve et très ancienne des biens communs et publics, portée maintenant à l'échelle planétaire. La marine marchande traite l'essentiel des échanges matériels mondiaux, sur l'espace commun des mers et océans. C'est dire qu'elle offre aux peuples un véritable service public mondial, et les nécessaires conditions de son renouveau s'en déduisent. Utopie ? Certes non. Les principales bases d'un tel projet existent en droit international, droit maritime et droit du travail, dans les coutumes maritimes encore vivaces, et dans l'expérience des travailleurs de la mer et de la terre. Mais, malgré l'existence de bases institutionnelles internationales développées, les lobbies de la complaisance maritime règnent en maîtres sur l'activité, et l'ensemble tourne à l'envers. Serait-il si compliqué de tout remettre à l'endroit ?

Les marins de tous pays ne sont pas des êtres à part. Leur expérience nous serait précieuse si nous voulions bien les reconnaître pour ce qu'ils sont : les premiers travailleurs-citoyens du monde. Sur ces grands navires, qui ont leur place parmi les merveilles de la technologie moderne, ils sont des techniciens de haut niveau, riches aussi d'une expérience humaine unique en son genre. Ballottés aux avant-postes de la mondialisation libérale et du progrès technologique, nombre d'entre eux voudraient rêver d'être à l'avant-garde d'une autre mondialisation, celle des droits humains et du respect écologique. C'est la dignité qu'ils revendiquent, le métier-vie qu'ils pratiquent, le regard et l'écoute que nous leur devons. Ce livre, écrit par deux d'entre eux - un d'hier, un d'aujourd'hui - est là pour en porter témoignage.

Directeur de la publication : Odile Biyidi Awala .

Directeur de la rédaction : Pierre Caminade.

Comité de rédaction : Lounis Aggoun (LA), Pierre Caminade (PC), Sharon Courtoux (SC), Christian Loubier (CL), Sisulu Mandjou Sory (SMS), Victor Sègre (VS), Odile Tobner (OT).

Ont aussi participé : François Lille (FL), Guillaume Olivier (GO).

Coordination : Olivier Thimonier.

Association Survie, 210 rue Saint-Martin, 75003-Paris –
Commission paritaire n° 76019 – Dépôt légal : octobre 2005 –
ISSN 1155-1666 – Imprimé par nos soins –
Abonnement : 20€ (Étranger : 25€ ; Faible revenu : 16€) –
Tél. (33 ou 0) 1 44 61 03 25 – Fax (33 ou 0) 1 44 61 03 20 –
<http://www.survie-france.org> – survie@wanadoo.fr